



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE – POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

---

(Alma – 18 juin 2014) – Dans le cadre de la semaine régionale de reconnaissance de la défense collective des droits qui se déroule actuellement, les organismes œuvrant en défense collective des droits de la MRC Lac-Saint-Jean-Est ont organisé ce mercredi 18 juin une activité festive visant à faire connaître leur rôle et leurs services auprès de la population.

Les six organismes de la MRC Lac-Saint-Jean font partie de la famille des 350 organismes en défense de droits du Québec. Dans la région, les 17 organismes ont formé le comité autonome des organismes en défense collective des droits du Saguenay–Lac-Saint-Jean. *«Il s'agit de la seule instance autonome régionale regroupant uniquement des organismes en défense collective de droits»* précise **Caroline Jean**, porte-parole du comité et coordonnatrice du MEPEC. Œuvrant depuis de nombreuses années au sein de la MRC, ces six organismes communautaires sont Récif 02 – la Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est, Mouvement Action Chômage Lac-Saint-Jean, Accès conditions Vie Lac-Saint-Jean-Est, les Gens Oubliés d'Hébertville ainsi que l'Association québécoise des droits des retraités et des pré-retraités (AQDR) d'Alma.

L'activité qui a lieu à Alma, a pris la forme d'un souper hot-dogs et d'animations ludiques, ce qui a permis de rejoindre au moins une soixantaine de personnes qui se sont déplacés sur l'île Sainte-Anne à la Maison des Jeunes. Des costumes de lutteurs sumo étaient mis à la disposition des visiteurs *«pour symboliser nos luttes en ce qui concerne le rehaussement de notre financement»* explique **Lucie Harvey** de l'AQDR d'Alma. *«L'objectif était de nous faire connaître, mais aussi d'expliquer nos réalités à la population en ce qui concerne notre sous-financement, et ainsi faire comprendre les raisons pour lesquelles nos services seront malheureusement fermés pour l'été»* ajoute **Manon Girard**, coordonnatrice d'Accès Condition Vie Lac-Saint-Jean-Est.

*«Notre financement n'a à peu près pas bougé depuis 2001. Cela a pour conséquence de nous maintenir dans la recherche de financement plutôt que dans le maintien de nos missions. Faute de financement adéquat, nous ne pourrions pas offrir nos services à la population alors que la demande est-là»*, ajoute **France Simard**, du Mouvement Action Chômage Lac-Saint-Jean-Est.

*«Le budget du ministre des Finances, Carlos Leitao, n'a pas pris d'engagement sur la question du rehaussement du financement des organismes communautaires. Non seulement on appauvrira la population, mais on choisit de laisser dans la pauvreté les organismes qui lui viennent en aide. Pourtant, des solutions fiscales permettant d'aller chercher 10 milliards \$ en revenus ont été présentées au gouvernement. Élaborées par des économistes, elles proposent une réforme des mesures fiscales actuelles. La classe dirigeante a choisi de favoriser l'élite plutôt que de s'assurer du bien-être de la majorité»*, mentionne **Ginette Dionne**, coordonnatrice du Centre Les Gens Oubliés d'Hébertville.

«Nous ne pouvons pas taire que les organismes en défense collective de droits sont les moins bien financés et les plus méconnus du milieu communautaire. C'est pour cette raison que le comité a décidé d'organiser cette semaine d'activités afin de se faire connaître. On travaille fort toute l'année avec de petites équipes et beaucoup de créativité» rapporte **Sophie Racine**, coordonnatrice du Services budgétaire Lac-Saint-Jean-Est.

La défense collective des droits constitue une approche d'intervention qui vise la pleine reconnaissance et la pleine application des droits humains. Elle comprend la promotion de droits à faire reconnaître ainsi que les actions qui favorisent le plein exercice des droits existants. Ces droits recouvrent aussi bien les droits humains de l'ensemble de la population que ceux des segments de la population vivant des situations particulières. «Nous intervenons activement pour promouvoir les droits sociaux et économiques au Québec et faire reculer la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans les faits, à travers nos actions quotidiennes d'éducation populaire, de mobilisation, de représentation et d'action politique non partisane, c'est chaque citoyenne et chaque citoyen qui bénéficie de leur travail» explique **Audrée Villeneuve**, coordonnatrice de Récif 02, la Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

La semaine de reconnaissance des organismes en défense collective des droits s'est tenu du 16 au 19 juin partout sur le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Par la réalisation d'activités de visibilité festives, les organismes membres du Comité autonome ont démystifié et fait connaître leur travail auprès de la population régionale.

-30-

Source :

Julie Sheinck, agente de développement  
Récif 02 – Table de concertation des groupes de femmes Saguenay–Lac-Saint-Jean  
Pour le comité autonome des organismes en défense collective des droits – Lac-Saint-Jean-Est  
875 rue Bourassa Ouest, Alma  
418 480-2828

**Sont disponible pour répondre à vos questions (avant ou pendant l'événement) :**

- Mme Audrée Villeneuve, coordonnatrice de Récif 02
- Mme France Simard, Mouvement Action Chômage
- Mme Sophie Racine, Services Budgétaire Lac-Saint-Jean-Est
- Mme Manon Girard, Accès Condition Vie Lac-Saint-Jean-Est
- Mme Lucie Harvey, AQDR d'Alma
- Mme Caroline Jean, porte-parole du Comité et coordonnatrice du MEPAC